



LA
GAUCHE
RÉVOLUTIONNAIRE

ALAIN
KRIVINE

« Avant que je me retourne, j'étais un bon stalinien »

ENTRETIEN

À 75 ans, Alain Krivine, le fondateur historique de la Jeunesse communiste révolutionnaire – ancêtre de la LCR – a vu nombre de ses camarades quitter le navire amiral trotskiste de « la Quatre » – comme il désigne la IV^{ème} Internationale – pour rejoindre le PS, le PCF, le Parti de gauche ou bien France Télévisions... Isolé, mais pas sinistre pour autant, le père spirituel d'Olivier Besancenot raconte un demi-siècle d'histoire de l'extrême gauche, de sa rupture avec le PCF au vent qui s'est levé au printemps 2016 contre la loi Travail.

PROPOS RECUEILLIS PAR MATHIEU DEJEAN

I est impossible de comprendre l'émergence de l'extrême gauche révolutionnaire en France sans partir de la crise du PCF. Vous avez été membre des Jeunesses communistes puis du PCF dans les années 1950-1960, à l'apogée du stalinisme triomphant. Qu'est-ce qui vous a conduit à y adhérer ?

Avant d'adhérer au PCF, j'ai adhéré à l'UJRF (Union des jeunesses républicaines de France), l'ancêtre des Jeunesses communistes, et j'étais même à l'Union des vaillants et vaillantes, l'organisation des pionniers du PC, quand j'étais petit. J'y ai adhéré quasiment naturellement, pour des raisons familiales. Mes parents étaient de gauche, ils votaient PCF. Mon père disait qu'il le faisait « parce qu'ils ne prendront jamais le pouvoir ». Tous mes frères – mon jumeau et les autres, qui sont plus

vieux – sont passés par le PC. Pour moi, il était naturel d'adhérer aux Vaillants, à l'UJRF, puis au Parti communiste. Je m'inscrivais dans la tradition.

Vous faisiez donc partie de la contre-société communiste ?

Complètement. En 1956, après l'intervention des chars soviétiques à Budapest, l'extrême droite a brûlé le siège du PCF, alors situé carrefour de Châteaudun, dans le IX^{ème} arrondissement. J'habitais tout près, je montais la garde régulièrement en tant que JC dans cet immeuble. J'ai participé, avec des milliers de militants communistes, à la contre-manif spontanée qui a permis de chasser l'extrême droite des sièges du PC et *L'Huma*, au terme de dures bagarres. Je me rappelle un meeting au Vél' d'Hiv', où Jacques Duclos, devant 15 000 personnes, avait dit : « La classe ouvrière hait les pédérastes. » Tout le monde



Photo officielle de la campagne présidentielle d'Alain Krivine (1969) © Collection RaDAR

applaudissait cette phrase dégueulasse, moi le premier, c'est honteux. À cette époque, Jeannette Vermeersch, la femme de Maurice Thorez, dénonçait la contraception comme un vice de la bourgeoisie, en parlant du «*contrôle des birth*» (il prononce volontairement à la française – NDLR). Avant que je ne me retourne, j'étais un bon stalinien.

Quand avez-vous commencé à douter du fonctionnement du parti et à avoir des soupçons sur sa fidélité aux idéaux révolutionnaires ?

En 1957, j'étais un des meilleurs diffuseurs du journal des JC, *L'Avant-garde jeunesse*. À ce titre, j'ai été envoyé au festival de la jeunesse de Moscou. En bon stalinien, à la frontière, j'étais ému comme tout, mais c'est à partir de ce voyage que j'ai commencé à douter. Nous étions des milliers, dont une délégation clandestine du FLN qui a défilé dans le grand stade avec le drapeau algérien. Moi qui ai toujours été un peu activiste – stalinien, mais activiste –, j'ai été ému par leur présence, et j'ai réussi à organiser une rencontre entre la délégation des JC et la délégation du FLN, qui était dirigée par Mohamed Khemisti. Je crois même que le père de l'actuel secrétaire national du PCF, Paul Laurent, était là en tant que responsable des JC. J'ai alors assisté à une engueulade maison. Le FLN reprochait au PCF de ne pas faire en Algérie la moitié de ce qu'il faisait pour le Viêt Nam. Le PC se défendait en expliquant qu'à leur différence, le Vietcong était communiste, et que leurs attentats depuis 1954 avaient tué des innocents. Le FLN avait conclu : «*Le PC algérien et le PCF ont condamné l'insurrection dès le départ. Vous êtes maintenant pour la paix en Algérie, et pas pour la victoire du FLN.*» Dans le train qui revenait de Moscou, j'étais vachement ébranlé. Je commençais à me poser des questions. D'autant plus qu'entre-temps, j'avais vu la délégation hongroise. C'était juste après l'insurrection de 1956. Ils étaient tous blessés, et je me suis aperçu qu'ils étaient presque tous des membres de la police politique. Ça commençait à faire beaucoup.

Comment vous êtes-vous rapproché du mouvement trotskiste et de la IV^{ème} Internationale ?

Mon frère jumeau était trotskiste depuis longtemps, mais il s'en cachait même de moi. En revenant de Moscou, je lui ai dit que j'aimerais aider les Algériens. Il m'a proposé de me mettre en contact avec des soutiens du FLN. Je lui ai dit : «*J'accepte, mais à une condition, que ce ne soit pas des trotskistes*», car pour moi c'étaient des flics, des fascistes ! C'est comme ça que j'ai rencontré un

type qui se faisait appeler Michel Fiant. Il ne m'a pas dit son vrai nom car il était un dirigeant du Parti communiste internationaliste, section française de la IV^{ème} Internationale ! Il m'a embauché dans le réseau «*Jeune Résistance*», une organisation clandestine dont l'activité essentielle consistait à fomenter la révolte dans l'armée, à empêcher les trains du contingent de partir, à les bloquer physiquement avec l'aide de cheminots PC ou d'anciens résistants. C'est ainsi que je me suis retrouvé à la direction de ce réseau, entouré de trotskistes dont j'ignorais totalement l'affiliation. J'y ai milité clandestinement pendant des années, tout en entrant au PCF.

«Clandestinement» ? Si le PCF l'avait su, il vous aurait exclu ?

Oui, d'autant plus que j'ai été gagné par les idées trotskistes en 1961. On aidait le réseau Jeanson, puis le réseau Curiel, qui collectaient et transportaient des fonds et des faux papiers pour les agents du FLN à Paris. Un jour, mon frère m'a dit : «*Tu ne crois pas qu'il faudrait aller voir Pierre Frank ?*» C'était le grand leader de la IV^{ème} Internationale en France, et l'ancien secrétaire personnel de Trotski après son bannissement de l'Union soviétique. On est allés dans son local, un deux-pièces rue du Faubourg Saint-Martin. Avant de discuter, il m'a tendu un balai en me disant : «*D'abord, tu nettoies le local.*» Ça m'a plutôt plu, alors que ça aurait pu en choquer d'autres. C'est en sortant que mon frère m'a dit : «*Maintenant tu peux savoir, je suis à la IV^{ème} Internationale, mais on ne le dit jamais avant, on ne le dit qu'après.*» Je suis devenu secrétaire du secteur «*lettres*» de l'UEC (Union des étudiants communistes – NDLR), après avoir quitté le lycée Condorcet, et je suis devenu un opposant de gauche, communiste antistalinien, et marxiste révolutionnaire.

C'est donc sur la question de la guerre d'Algérie que vous faites vos premiers pas oppositionnels par rapport au PCF...

Oui, d'ailleurs à un congrès de la JC, je me suis fait traiter de puceau pour avoir défendu le FLN. J'étais furibard. J'ai aussi voulu inviter la femme d'Henri Alleg à un meeting de la JC pour parler du livre de son mari, *La Question*, et la direction m'a engueulé en me disant : «*Mais celle-là, pourquoi tu l'invites ?*» C'est surtout l'Algérie qui m'a fait rompre les rangs.

Comment avez-vous été évincé du PCF en 1966 ? Quel était le motif précis de cette exclusion ?

En 1965, j'avais écrit un article dans *Le Monde* contre

la candidature de Mitterrand, que le PC avait décidé de soutenir alors qu'il n'était même pas au PS mais à l'UDSR, une organisation bourgeoise. J'avais dit que le Programme commun tenait sur un ticket de métro. Je me suis fait virer, parce qu'au nom du secteur lettres, j'ai dit qu'on ne voterait pas Mitterrand, l'homme qui, en tant que garde des Sceaux, avait laissé guillotiner le militant communiste Fernand Iveton. Je ne regrette toujours pas ce propos. Dans un premier temps, en janvier 1966, le secteur lettres de la Sorbonne a été dissous et ses 500 membres ont été exclus de l'UEC à cause de mes propos. J'ai ensuite été prof au lycée Voltaire et membre de sa cellule communiste. Pour me virer, le PCF a fait venir plein d'ouvriers de l'arrondissement qui votaient contre moi, ainsi qu'un ancien prof du lycée très connu au PC, Georges Cogniot. Quand il est arrivé, il a tout de suite dit : « *Les trotskistes, ça me connaît* ». Il était le grand bagarreur anti-trots' au sein du parti. J'ai été viré de la cellule du lycée au premier trimestre 1966, puis convoqué au comité central, carrefour de Châteaudun, où l'on m'a signifié mon exclusion définitive du PC pour « *activité fractionnelle* ». Suite à cela, avec d'ex-camarades de l'UEC, nous avons construit une activité indépendante, ce qui n'était pas du tout prévu au programme : la JCR (Jeunesse communiste révolutionnaire – NDLR). On a démarré à 200.

Quelques années avant la révolte de mai 68, vous ne sembliez pas vous ennuyer, contrairement à la France dépeinte par le fameux éditorial de Pierre Viansson-Ponté dans *Le Monde*. La rébellion était-elle en germe à l'UEC ?

Oui, selon moi, 68 au tout départ tient à ce groupe d'étudiants communistes oppositionnels, trotsko-guévaristes, dont certains soutenaient le FLN clandestinement. C'est ce qui nous a politisés et radicalisés. Il y avait trois courants à l'UEC : un courant lié au PC, dirigé par Guy Hermier et Jean-Michel Catala, un courant opposant au PC mais droitier, qui suivait l'orientation du PC italien de l'époque, et le mien, un courant de gauche dont le secteur Sorbonne faisait partie, et que je dirigeais avec Marie-Noëlle Thibault (auteure de polars sous le nom de Dominique Manotti – NDLR). J'ai

retrouvé une partie de ce beau monde à la direction de 68. On peut dire que la génération de 68 est née dans l'opposition de l'UEC.

On a souvent l'image des années 60 comme une époque où la jeunesse était très politisée par rapport à aujourd'hui, mais n'est-ce pas un fantasme ?

Je ne pense pas. L'UEC avait plusieurs milliers d'adhérents. Avec d'autres organisations, elle symbolisait la radicalisation de la jeunesse, des années 60 jusqu'à 68. Le Quartier latin était notre champ de bataille. Durant ces années, j'ai par exemple défendu le journal de l'UEC, *Clarté*, dont le local était situé place Paul Painlevé, contre des étudiants fascistes. Mais nous n'étions pas les seuls. Il y avait le PSU, les catholiques de gauche, qu'on appelait les « talas » de gauche : ceux qui vont « tala » messe mais qui sont de gauche. Mon futur beau-père, Gilles Martinet, était un des dirigeants de ce parti, dont on a retrouvé de nombreux militants au sein du Front universitaire antifasciste (FUA). Il y avait l'UNEF, qui n'était pas groupusculaire comme aujourd'hui. Il s'agissait d'une grosse organisation, dirigée par Pierre Gaudez. Ensuite, pendant la guerre du Viêt Nam, on a créé le Comité Viêt Nam national (CVN). De leur côté, les maos, regroupés à l'École normale supérieure (ENS), ont créé le Comité Viêt Nam de base (CVB). Il y avait aussi les lambertistes de l'Organisation communiste internationaliste (OCI), mais ils n'ont pas eu un rôle décisif, car ils étaient déjà très sectaires à l'époque. Le PC commençait à s'inquiéter parce qu'il ne contrôlait pas ces organisations périphériques. La génération étudiante de 68 a été formée dans les années 62-65.

Concrètement, y a-t-il eu des signes avant-coureurs de Mai 68 ?

Oui, le 11 avril 1968, le leader étudiant socialiste allemand Rudi Dutschke a été atteint d'une balle lors d'un attentat qui a fini par le tuer. Je l'avais rencontré à Berlin en 1967, et nous avions manifesté ensemble à plusieurs reprises pour défendre le Viêt Nam. Il avait toujours un flingue dans la bagnole. Il ne savait pas s'en servir plus que moi, mais ses camarades lui avaient conseillé d'en avoir un, car le groupe de presse Springer menait une campagne de haine contre lui. La JCR a

« Le 11 avril 1968, le leader étudiant socialiste allemand Rudi Dutschke a été atteint d'une balle lors d'un attentat qui a fini par le tuer. Des milliers d'étudiants ont pris des bouteilles de bière sur les bars et cognaient les flics en képi ! J'ai dit à mes copains : « *Mais qu'est-ce qu'il se passe ?* » C'était le début de Mai 68. »

immédiatement organisé une manif à l'ambassade d'Allemagne pour le soutenir. C'est alors que spontanément, la manif s'est dirigée vers le Quartier latin – je n'y étais pour rien –, et que les étudiants ont tapé sur les flics qui leur faisaient barrage. Des milliers d'étudiants ont pris des bouteilles de bière sur les bars et cognaient les flics en képi ! J'ai dit à mes copains : « *Mais qu'est-ce qu'il se passe ?* » C'était le début de Mai 68.

Les étudiants ont joué le rôle de déclencheur de la révolte, puis ils ont été rejoints par les ouvriers. Cette jonction de classe a-t-elle été aisée ?

Non, toutes les manif ouvriers-étudiants de Mai 68 étaient d'ailleurs artificielles. C'était un peu « les petits bourgeois vont voir des ouvriers ». Je me rappelle avoir emmené toute l'AG de la Sorbonne à l'usine Renault de Boulogne-Billancourt, où 30 000 ouvriers travaillaient, quand elle s'est mise en grève le 17 mai. On est allés en manif' faire la jonction ouvriers-étudiants, mais on a été accueillis froidement dans ce bastion du PCF et de la CGT. Quelques ouvriers isolés nous applaudissaient, mais les autres nous regardaient passer avec de grands yeux, en silence. Pour eux, on était des malotrus, des « *aventuristes gauchistes* », comme disait *L'Huma*. Cela

ne m'étonnait pas car j'étais déjà trotskiste à l'époque, mais mes copains étaient surpris.

Vous pensez que cela a compté dans l'échec de Mai 68 ?

Bien sûr, car en aucun cas les travailleurs ne faisaient confiance aux dirigeants étudiants pour prendre le pouvoir. Si bien que quand l'autre (de Gaulle – NDLR) s'est barré en Allemagne et que les ministères se sont retrouvés vides, on s'est mis à gueuler « *le pouvoir aux travailleurs !* » Toutefois, on se demandait bien à qui on allait le filer, parce que personne n'en voulait ! Le PC n'en voulait pas par peur d'être débordé par le mouvement, la CGT non plus. Il n'existait pas de comités de grève, c'était du pipeau. On savait que c'était cuit.

Quels étaient vos rapports avec les différents courants de l'extrême gauche ? Les maoïstes par exemple ?

Les maoïstes étaient surtout à Ulm, où Alain Badiou et Robert Linhart étaient profs. Pour nous, ils étaient un peu des intellectuels. Quand la nuit des barricades a commencé, le 10 mai, ils n'y ont pas participé : ils attendaient que les ouvriers partent en lutte pour « *se mettre à leur service* ». Ils nous ont tout de même ouvert fraternel-

seul
le combat
paiera
contre
la farce
électorale
pour l'essor
des luttes
de classes

comités rouges
ligue communiste



soutenez la candidature révolutionnaire d'Alain Krivine

« J'avais conscience que ce n'était pas la révolution, même si je dormais au Quartier latin. Je voyais bien qu'il n'existait pas de liaison entre les ouvriers et les étudiants, qu'il n'y avait pas de soviets, pas de comité de grève, pas de structure de double pouvoir... »



lement les portes de l'ENS quand les barricades ont été défoncées par les flics, à 3 heures du matin. Les lambertistes ont eu un comportement un peu similaire. Ils sont arrivés en cortège devant les barricades pour dénoncer une aventure pouvant conduire à un massacre, ont appelé la classe ouvrière à la grève générale et se sont barrés.

Qu'est-ce qui les caractérisait ?

Il s'agissait de deux groupes avec des cultures très dogmatiques. Les maos récitaient le *Petit Livre rouge*, ils faisaient presque des prières à l'attention de Mao. Tant que la réalité ne ressemblait pas à la révolution culturelle, ce n'était pas bon. Les lambertistes, eux, avaient une vision idyllique du prolétariat. Or celui-ci n'était pas sur les barricades. Quand les ouvriers ont rejoint les étudiants, et réciproquement, ils ont prétendu que la victoire était la leur, alors qu'en réalité les ouvriers descendaient dans la rue grâce aux barricades et à la répression. Ils le faisaient pour des raisons propres, mais le déclencheur a été la répression.

La « nuit des barricades » justement, c'était comment ?

Il y en avait partout, elles étaient construites n'importe comment, devant des impasses parfois ! (*Rires.*) Rue Gay-Lussac, une sympathisante avait un magasin de tourisme où nous tenions nos réunions clandestines pendant la nuit. On y allait avec Ernest Mandel, le grand leader de « la Quatre », qui arrivait de Belgique. Je sortais de temps en temps, jusqu'à ce que les flics nous délogent et que je me retrouve comme tout le monde à

Normale Sup', qui n'était pas très loin. On avait arraché des arbres, on le voit encore maintenant à leur taille. Tout le Quartier latin était en ébullition. Il s'agissait d'un moment charnière, où se mélangeaient le vieux mouvement ouvrier – les barricades, la Commune de Paris, etc. – et le début du nouveau mouvement social, même si les revendications des femmes, des homos et des immigrés étaient encore peu apparentes. D'ailleurs, il y avait plein de femmes sur les barricades, mais aucune à la direction du mouvement. C'est pourquoi on ne se rappelle que les mecs : Cohn-Bendit, Geismar, Sauvageot...

À ce moment-là, est-ce vous avez été gagné par le romantisme révolutionnaire et un sentiment que le « Grand Soir » était arrivé ?

J'avais conscience que ce n'était pas la révolution, même si je dormais au Quartier latin. Les maoïstes et Cohn-Bendit croyaient qu'elle démarrait, qu'il y avait une explosion ouvrière, mais nous n'étions qu'une poignée. Je voyais bien qu'il n'existait pas de liaison entre les ouvriers et les étudiants, qu'il n'y avait pas de soviets, pas de comité de grève, pas de structure de double pouvoir... Le seul comité de grève qui a existé était tenu par un copain à nous, à Saclay. Ils étaient aussi ouvriers que moi !

Le PCF est-il passé à côté de Mai 68 à vos yeux ?

Oui, et pourtant très peu de gens en interne ont dénoncé son attitude contre-révolutionnaire. L'autocritique est venue après. Jean-Pierre Vigier a gueulé au Comité central, c'est tout, alors qu'il y a eu une trahison ! Ils ont



« Le 21 juin 1973, quand nous avons organisé une contre-manifestation en opposition au meeting d'Ordre nouveau, la police a protégé le SO d'extrême droite, ce qui a provoqué un affrontement d'une rare violence. La direction de la Ligue a alors décidé que je devais me laisser arrêter. Ce que j'ai fait après une mise en scène médiatique et unitaire, avec François Mitterrand, où il m'a affirmé sa solidarité contre la répression. »

enterré un mouvement extra-parlementaire dans une voie parlementaire. C'était vraiment un enterrement de première classe.

Le fait que les classes moyennes, qui soutenaient les étudiants au début, se soient finalement retournées contre eux, a dû également compter...

C'est vrai. Je me souviens d'un cadre qui, voyant sa bagnole brûler, avait dit devant moi : « *Tiens, ma bagnole brûle !* » Il avait l'air heureux ! (*Rires.*) Mais aux élections de juin, il a dû voter à droite, pour le retour à l'ordre, comme toutes les couches moyennes, alors que dans un premier temps, elles nous avaient soutenus.

Le fonctionnement en assemblées générales du mouvement devait contraster avec la verticalité des organisations politiques « d'avant-garde révolutionnaire ». Avez-vous été grisé par la démocratie directe ?

J'ai passé des nuits entières au Quartier latin. On se réunissait au siège de l'UNEF, avec Cohn-Bendit qui représentait le Mouvement du 22 mars, Geismar, le SNESUP, et moi, la JCR... Mais on ne décidait de rien. Tous les soirs, on se réunissait place Denfert-Rochereau, on était perchés sur la statue, il y avait 20 000 étudiants devant nous. On leur demandait où ils voulaient aller. Mais ceux qui dirigeaient avaient le micro – Cohn-Bendit ou ma pomme –, et ceux qui avaient le service d'ordre, c'était nous. Les autres suivaient.

Vous étiez les seuls à avoir un service d'ordre ?

On avait le plus gros. Les mao en avaient un petit, les lambertos aussi, mais ils n'étaient jamais là. On était surtout connus pour notre SO composé d'une centaine de camarades, ce qui comptait dans les manifestations radicales que nous avons organisées.

Pourquoi vous est-il apparu comme une nécessité d'avoir un SO ?

C'était une pratique courante à la Quatre. J'avais constaté son utilité lors de la manifestation que nous avons organisée à Berlin en avril 1968 avec Rudi Dutschke et le SDS (l'organisation des étudiants socialistes allemands de la RFA – NDLR). C'est là que j'ai vu ce qu'était un vrai SO. Nous avons aussi importé leurs mots d'ordre – « *Hô, Hô, Hô Chi Minh, Che, Che, Che Guevara !* » –, qui étaient d'ailleurs discutables, il faut bien le reconnaître. Le SO nous était aussi utile dans la lutte contre les mouvements d'extrême droite. Le 21 juin 1973, quand nous avons organisé une contre-manifestation radicale en opposition au meeting « *contre l'immigration sauvage* » d'Ordre nouveau à la Mutualité, la police a protégé le SO d'extrême droite, ce qui a provoqué un affrontement d'une rare violence et a conduit à la dissolution de la Ligue communiste. Suite à cela, la direction de la Ligue a décidé que je devais me laisser arrêter. C'est ce que j'ai fait après une mise en scène médiatique et unitaire, au cours de laquelle j'ai rencontré François

Mitterrand au siège du PS, où il m'a affirmé sa solidarité contre la répression.

En 1969, vous avez été le premier candidat d'extrême gauche à la présidentielle. Quand vous regardez vos premières apparitions à la télé, qu'en pensez-vous ?

J'ai le mérite d'avoir été le premier, mais ce que je raconte est inintelligible. Le mec qui bouffait sa soupe à 8 heures du soir et me regardait devait se dire que j'étais fou. C'était typiquement gauchiste. Rien n'était faux, mais il faut s'exprimer différemment pour convaincre les gens. J'étais acclamé par les étudiants, ce n'est pas le problème, mais ce n'était pas un public électoral. Un jour, quelqu'un dans un train m'a dit avoir voté pour moi. Je lui ai demandé pourquoi. Il m'a dit : « *Pour emmerder le village !* » (Rires.) Quand je regarde les émissions de l'époque, je vois qu'Arlette (Laguiller, candidate de Lutte ouvrière pour la première fois en 1974 – NDLR) était bien meilleure. Elle m'a beaucoup appris plus tard.

Finalement, à la fin des années 70 en France et dans le monde, le mouvement ouvrier enchaîne les défaites, au Chili, au Portugal, en Espagne, et comme l'écrit joliment Daniel Bensaïd, « *le fond de l'air a viré anthracite* ». Quelles leçons stratégiques tirez-vous de ce reflux des mobilisations ?

Le recul des forces progressistes dans le monde a été un coup dur pour la génération post-68. Certains révolutionnaires se sont ralliés à la social-démocratie par opportunisme, au nom du réalisme. D'autres ont continué à développer des projets révolutionnaires, mais à une échelle locale. Notre réaction a consisté à ouvrir la Ligue au maximum, à être unitaires pour dix, tout en conservant le fond théorique : l'anticapitalisme, l'internationalisme, etc. C'est pourquoi nous avons fondé le NPA en 2009. Nous avons la conviction que des tas de gens seraient prêts à adhérer sans pour autant être trotskistes, le NPA n'est même pas membre de la IV^{ème} Internationale. Nous vivons une période très difficile à présent : on était 9000 adhérents en 2009, on est 3000 aujourd'hui. Dans cette phase de repli, il faut éviter de tomber dans le piège du sectarisme.

En 1970, Salvador Allende pensait ouvrir « *la voie*

***chilienne vers le socialisme* » de manière électorale et pacifique. Avez-vous déjà cru à la voie électorale ?**

Non, on ne croyait pas trop à l'Unité populaire, même si on la soutenait. Nous étions proches du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire – NDLR), qui apportait un soutien critique au gouvernement d'Allende. Nous avons d'ailleurs trouvé ironique que le président chilien, qui était socialiste, ait choisi des militants du MIR dans son service d'ordre. Il n'était pas fou ! De même, à l'époque de Ben Bella en Algérie – c'était mon point de désaccord avec Raptis (Michel Raptis, dit Pablo, dirigeant de la IV^{ème} Internationale en charge de l'Algérie – NDLR) –, il ne fallait pas se faire d'illusions. On a soutenu tous ces mouvements, le FLN, qui n'était pas marxiste, le MIR, qui n'était pas trotskiste, et même Chavez. Mais toujours avec un regard critique. C'est ce qui explique que nous ne soyons pas devenus une secte, même si on reste tout petits.

Au printemps dernier, en France, les sympathisants de Nuit debout ont exprimé leur ras-le-bol par rapport aux politiques libérales et à la politique institutionnelle. Avez-vous trouvé ce mouvement enthousiasmant ?

Ce qui m'a rendu enthousiaste est les nombreuses grèves qui ont eu lieu. On n'en a pas beaucoup parlé. J'étais à fond pour participer à Nuit debout, même si l'échelle de ce mouvement était sans comparaison avec les Indignés en Espagne, ou avec le « mouvement des places » en Grèce. C'était trop inorganisé et trop ciblé socialement. Mais il vaut mieux ça que rien. Le drame, c'est qu'on a été incapables de profiter de ce ras-le-bol. Du coup, c'est Le Pen qui capitalise sur le plan électoral.

Pourquoi le FN capte-t-il la colère populaire plus facilement que l'extrême gauche ?

Marine Le Pen est mille fois plus intelligente que son père, elle a poli le discours du FN, alors que le fond est resté le même. Elle apparaît comme anti-immigrés et raciste – ce qui est populaire –, et donne l'impression d'être anticapitaliste ! Son discours « ni droite, ni gauche » contre les politicards est également efficace. L'étiquette de gauche, ou même d'extrême gauche, dégoûte les gens. Comment lutter contre cela ? Je suis

« Le recul des forces progressistes dans le monde a été un coup dur pour la génération post-68. Certains révolutionnaires se sont ralliés à la social-démocratie par opportunisme, au nom du réalisme. D'autres ont continué à développer des projets révolutionnaires, mais à une échelle locale. Notre réaction a consisté à ouvrir la Ligue au maximum, à être unitaires pour dix, tout en conservant le fond théorique : l'anticapitalisme, l'internationalisme, etc. »





Ci-dessus : Alain Krivine dans la cour de la Sorbonne.
Manifestation de soutien au Vietnam circa 1967

Manifestation anti-nucléaire à Paris. 6 avril 1979
© Collection RaDAR



Manifestation anti-nucléaire à Paris, 6 avril 1979 © Collection RaDAR

« Lors des manifestations contre la loi Travail, c'était la première fois que je voyais des flics aussi près des premiers rangs. C'est de la vraie provoc'. Dans ma vieille vie de militant, je n'ai jamais connu une répression aussi permanente. »

contre le fait d'aller foutre en l'air les meetings de Marine Le Pen à 200. C'est ridicule, ils sont des milliers ! Je suis aussi contre le mot d'ordre : « Le fascisme ne passera pas ». Cela ne suffit plus, il faut expliquer maintenant. Il faut qu'on apparaisse comme les meilleurs contre Le Pen et les meilleurs contre les institutions.

Les violences policières ont émaillé les manifestations au printemps dernier, contre la loi Travail. Quelle attitude avoir face aux forces de l'ordre ? L'affrontement direct, avec elles, est-il légitime ?

C'était la première fois que je voyais des flics aussi près des premiers rangs. C'est de la vraie provoc'. Dans ma vieille vie de militant, je n'ai jamais connu une répression aussi permanente. Dans ce contexte, il est logique d'avoir des milliers de gens en tête de cortège, prêts à l'affrontement. C'est une conséquence. Le mot d'ordre « CRS = SS » était un peu foireux. Mais dire que la police en tant que corps défend l'ordre établi, c'est vrai. Je peux comprendre la violence d'une partie de la jeunesse contre la police : à Saint-Denis, où j'habite, je n'ai jamais été contrôlé, parce que je suis blanc et vieux, alors qu'un jeune Noir ou Arabe a deux chances sur trois de l'être. Je comprends leur ras-le-bol contre l'institution. Pour autant, je trouve stupide de brûler des bagnoles de flics alors qu'ils sont dedans.

Ces cortèges de tête, qui débordent les syndicats et qui s'en prennent à la police, vous semblent-ils nouveaux ?

Leur taille est nouvelle : des milliers de personnes vont dans ces cortèges de tête. Parmi eux, il n'y a pas que des « spont' » (spontanéistes – NDLR), comme on dirait chez

nous. Il y a aussi des gens exaspérés par les flics et les organisations traditionnelles. Ils ne veulent pas défiler avec les syndicats et les partis. Alors ils vont devant, et s'ils peuvent se payer des flics, pourquoi pas. La haine anti-flics est beaucoup plus forte qu'auparavant, mais il existe des dispositifs répressifs de la part d'un gouvernement de gauche également inédits.

Le Comité invisible théorise dans son nouvel opus, *Maintenant*, la « destitution » du pouvoir. Que pensez-vous de ce courant politique ?

C'est un anarchisme de mode, très minoritaire et très ciblé. Ce courant existe dans quelques villes et ne représente que quelques centaines de personnes. D'autres courants libertaires existent, comme la CNT et Alternative libertaire, avec lesquels le NPA entretient de bonnes relations. Mais ces petits groupes, je n'y crois pas trop, peut-être parce que je suis un vieux schnock.

L'historien Enzo Traverso, qui fut membre de la LCR jusqu'en 2009, a publié un livre intitulé *Mélancolie de gauche*, dans lequel il appelle à renouer avec les espérances révolutionnaires du passé restées inachevées, et en attente d'être réactivées, pour sortir de l'impuissance...

Oui, la remémoration critique du passé est utile, c'est du Bensaïd. Il faut réapprendre aux gens à rêver. Le fond de l'air peut reprendre des couleurs. Toute une génération n'a connu que le libéralisme à visage inhumain, il est temps d'essayer autre chose. C'est pourquoi je suis plus anticapitaliste que jamais, même si je suis aussi certainement plus isolé que jamais. —